

Tribunal administratif du Québec

INDÉPENDANCE
INTÉGRITÉ
COMPÉTENCE
ENGAGEMENT
RESPECT

Étude des crédits 2024 – 2025

Renseignements
particuliers –
Opposition officielle

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.01	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.02	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : a. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
P.06	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	3
P.07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.	4
P.09	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a. le mandat ; b. les membres ; c. le budget ; d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e. le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; f. les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	5
P.11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2023-2024 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	9
P.14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.	
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 : a. le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b. le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c. le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	10

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.29	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, concernant 2023-2024, fournir : a. la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération ; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération ; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.	11
P.30	Pour 2023-2024, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal, indiquer : a. le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision ; b. le délai moyen de traitement total des dossiers fermés ; c. la moyenne des dossiers traités par chacun des membres ; d. les dossiers en attente d'être fixés ; e. le nombre de dossiers ouverts ; f. le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.)	15
P.31	Pour 2023-2024, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif : a. nombre de régions visées ; b. nombre de dossiers traités ; c. nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	21
P.32	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer : a. le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b. le nombre de postes vacants, incluant la date.	22
P.34	Pour 2023-2024, les dossiers fermés à la suite d'un désistement et les raisons ayant mené au désistement (justification de la part du requérant).	25
P.35	En 2023-2024, le nombre de locaux d'audience disponibles ainsi que leur taux d'occupation.	26
P.36	Pour chacune des sections du tribunal administratif, indiquer : a. le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin; b. le nombre de postes vacants incluant la date; c. Le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections du Tribunal.	27
P.56	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.	28
P.57	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.	29

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNEES PRESENTEES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CREDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FEVRIER 2024.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P01**

Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2023-2024 (k\$)
Logiciels et matériel	89,0 k\$
Services professionnels	
• Interne	2 193,0 k\$
• Externe	2 400,4 k\$
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique Ministère de la Justice du Québec Revenu Québec	51,6 k\$
Total	4 734,0 k\$

Question **P02**

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer :

- A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
- C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
- D. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste;
- E. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Aucun.

Question **P06**

Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Nom du projet	Nature et statut du projet	Réalisations en 2023-2024
Atrium (programme)	Modernisation des systèmes (refonte – en cours)	Révision du Dossier d'opportunité (DO) et préparation du Dossier d'affaires (DA) pour Atrium 1
Visioaudience	Modernisation des systèmes (désuétude – en cours)	Réalisation du projet
Refonte du site Web	Modernisation des systèmes (refonte – en cours)	Fin de la conception et réalisation du projet

Question **P07**

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- A. le mandat;
- B. les membres;
- C. le budget;
- D. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- E. le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024;
- F. les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU TAQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ ACCÈS À LA JUSTICE EN LANGUE ANGLAISE	Assurer l'accès à la justice en langue anglaise à tous les justiciables du district de Montréal. Afin de veiller à maintenir un système juridique bilingue à tous les niveaux, de préserver les droits des justiciables et de poursuivre l'enrichissement culturel en découlant, les membres étudient les situations factuelles et juridiques pouvant affecter ou promouvoir cet accès.	M ^{me} Julie Baril M. Sébastien Caron (substitut) M. Danny Latour (substitut)	4
COMITÉ CONSULTATIF DES ORGANISMES DU PORTEFEUILLE « JUSTICE »	Assurer une saine gestion des dossiers conjoints des organismes formant le portefeuille « justice » et du ministère de la Justice en ressources informationnelles, humaines, financières et contractuelles, au regard des enjeux et des orientations stratégiques ministérielles et gouvernementales.	M ^{me} Julie Baril	1
COMITÉ DE LIAISON PERMANENT SUR LE SUIVI DES PERSONNES FAISANT L'OBJET D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX (CETM)	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non-criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes (le rôle de ce comité est consultatif, il doit parfois se référer au Comité interministériel sur la CETM, lequel est composé de sous-ministres).	M ^{me} Marie-Eve Corney-Robichaud M. Danny Latour	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES GESTIONNAIRES EN GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	Favoriser la collaboration entre les ministères et organismes par le partage d'information et les bonnes pratiques. Il vise aussi à tenter d'uniformiser les pratiques gestion de la main-d'œuvre.	M ^{me} Sylvie Blouin	4

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P09**

Suite

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU TAQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CETM	Échanger à haut niveau afin d’optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non-criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d’échange de l’information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	M. Sylvain Bourassa M. Jacques Boulanger	5
COMITÉ SUR LA RÉFORME DU DROIT DE L’ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	Refléter, dans ses avis et prises de position, la spécificité de la culture juridique québécoise, à savoir : sa tradition civiliste, sa mixité juridique et sa culture francophone. Ce comité voit donc à l’élaboration des positions officielles de l’ABC-Québec sur la législation et la réforme du droit en tenant compte de ces paramètres.	M ^{me} Julie Baril	9
CONFÉRENCE QUÉBÉCOISE DES JUGES ADMINISTRATIFS	Sauvegarder et promouvoir l’indépendance et la qualité de la justice administrative au Québec, de même que l’intérêt collectif de ses membres.	M ^{me} Virginie Massé	2
CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	Faciliter la discussion et la recherche sur différents enjeux du domaine du droit administratif et continuer à organiser des congrès et des réunions offrant des occasions de formation et de réseautage.	M ^{me} Virginie Massé	12
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES (FDRH)	Promouvoir la concertation, l’échange et l’action dans le but d’améliorer l’efficacité et l’efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	M ^{me} Sylvie Blouin	3
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION (FGTI)	Rendre disponible l’information utile aux gestionnaires en TI au sein du gouvernement afin qu’ils puissent mieux remplir les obligations.	M. François Maltais	4

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P09**

Suite

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU TAQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	Mettre en commun les efforts et les initiatives des divers milieux permettant ainsi à la population de recevoir une offre de justice adaptée à ses besoins.	M. Sylvain Bourassa	2
INSTITUT QUÉBÉCOIS DE LA RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE (IQRDJ)	Œuvrer à l'adaptation continue de la législation et du système judiciaire à la réalité contemporaine dans la perspective d'un plus grand accès des citoyens au droit et à la justice et favoriser la participation publique dans l'orientation et la définition des lois.	M. Jacques Boulanger	6
PROJET ADAJ (ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE)	Se consacrer au thème de l'accès au droit et à la justice, en abordant divers sujets de recherche visant à remettre le citoyen au cœur du système juridique (lisibilité des lois et des contrats, autoreprésentation, etc.).	M ^{me} Julie Baril	1
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, tenir les responsables à jour sur les changements apportés au cadre législatif et réglementaire en matière contractuelle.	M. Nicholas Frenette-Béland M ^{me} Julie Bouchard	2
TABLE D'ARCHITECTURE GOUVERNEMENTALE	Élargir la communauté de pratique pour une vision multidisciplinaire. Favoriser les échanges d'informations et faciliter la collaboration. Développer et profiter de l'intelligence collective.	M ^{me} Amel Djilani	1

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P09**

Suite

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU TAQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
TABLE DE CONCERTATION MONTRÉLAISE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	Recevoir et analyser les préoccupations en matière de psychiatrie légale dans la région de Montréal et valoriser la mission universitaire de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel.	M. Michel Waechter	4

Question **P11**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2023-2024 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Nombre d'employés occasionnels : 29

Pourcentage d'employés occasionnels : 14 %

Nombre d'employés occasionnels devenus permanents : 5

Pourcentage d'employés devenus permanents : 17 %

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Nombre d'employés occasionnels	50	24	35	20	29
Pourcentage d'employés occasionnels	24 %	12 %	18 %	10 %	14 %
Nombre d'employés occasionnels devenus permanents	11	19	9	26	5
Pourcentage d'employés devenus permanents	22 %	79 %	26 %	13 %	17 %

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P14**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 :

- A. le nom de toutes les campagnes ;
- B. les coûts de ces campagnes ;
- C. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- D. les dates de diffusion de la campagne;
- E. les objectifs visés par chaque campagne.

Aucun.

Question **P15**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :

- A. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- B. Le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- C. Le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question P29

Pour chacune des sections du Tribunal administratif, concernant 2023-2024, fournir :

A. la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération ;

B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération ;

C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.

A. La liste des membres du Tribunal administratif du Québec ainsi que leur rémunération

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Boulanger, Jacques	187 521 \$	Présidence
Bourassa, Sylvain	232 001 \$	Présidence
Caron, Sébastien	187 521 \$	Présidence
Corney-Robichaud, Marie-Eve	178 448 \$	Présidence

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Beaudry, Manon	DMO4	SAS
Bernier, Marcel	DMO4	SAS
Boisclair, Sonia	DMO4	SAS
Boissy, Benoît	DMO4 (membre médecin)	SAS
Bolduc, Louis	DMO4 (membre médecin)	SAS
Bottino, Presha	DMO4	SAS
Bouchard, Diane	DMO4	SAS
Boulianne, Stéphanie	DMO4	SAS
Bourbeau, Julie	DMO4	SAS
Bourdages, Isabelle	DMO4	SAS
Bourgault, Richard	DMO4	SAS
Brosseau, Cynthia	DMO4	SAS
Carpentier, Jocelyn	Temps partiel	SAS
Chapleau, Denis	DMO4 (membre médecin)	SAS
Charrette, Stéphanie	DMO4	SAS
Couture, Sonia	DMO4	SAS
Côté, Christine	DMO4	SAS
Côté-Nolette, Rémi	DMO4	SAS
Dao, Claudia	DMO4	SAS
Deschênes, Mario	DMO4 (membre médecin)	SAS
Deslandes, Pierre	Temps partiel	SAS
Dieudonné, Jean-Rosemond	DMO4	SAS
Doutrelepont, Frédéric	DMO4	SAS
Dufour, Jean-Marc	DMO4	SAS
Fontaine, Gilles	DMO4	SAS
Gagné, Odette	DMO4	SAS
Gagnon, Marie-Annick	DMO4	SAS
Gareau, Marie-Andrée	DMO4	SAS
Gaudreault, Karine	Temps partiel	SAS
Gauthier, François	Temps partiel	SAS
Ghali, Michel	DMO4	SAS
Ghorayeb, Serge	DMO4	SAS
Gilbert, Maxime	DMO4	SAS
Gill, Sandra	DMO4	SAS
Gouin, Hélène	DMO4	SAS
Gravel, Denis	Temps partiel	SAS

Question **P29**

Suite

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Houle, Mélissa	DMO4	SAS
Hamel, Louise	Temps partiel	SAS
Labrèche, Jacques	DMO4 (membre médecin)	SAS
Lacasse, Gisèle	DMO4	SAS
Landry, Jennifer	Temps partiel	SAS
Latulippe, Pierre	DMO4	SAS
Le François, Lucie	DMO4	SAS
Le Moyne, Yvan	DMO4	SAS
Leclerc, Carl	DMO4	SAS
Lefebvre-Drolet, Karl	DMO4	SAS
Lefrançois, Guy	DMO4	SAS
Légaré, Geneviève	DMO4 (membre médecin)	SAS
Lejeune, Natalie	Temps partiel	SAS
L'heureux, Bruno	Temps partiel	SAS
Lincourt, Isabelle	DMO4 (membre médecin)	SAS
Marchetti, France	DMO4	SAS
Massé, Virginie	DMO4	SAS
Nolet, Louise	Temps partiel	SAS
Paré, Jonathan	DMO4	SAS
Patenaude, Jean-Victor	Temps partiel	SAS
Perron, David	DMO4	SAS
Pierre, Natacha	DMO4	SAS
Poirier, Annick	DMO4	SAS
Ramsay, Jacques	Temps partiel	SAS
Randoin, Michèle	DMO4 (membre médecin)	SAS
Roberge, Martin	DMO4	SAS
Savoie, Sarah-Anne	DMO4	SAS
Scarinci, Christine	DMO4 (membre médecin)	SAS
Tanghe-Lapointe, Karina	DMO4 (membre médecin)	SAS
Tardy, Solange	Temps partiel	SAS
Tremblay, Jean-Philippe	DMO4 (membre médecin)	SAS
Vallières, Hélène	DMO4	SAS

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P29** Suite

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Beaulieu, Carole	Temps partiel	SAS (DSM)
Bédard, Alain	Temps partiel	SAS (DSM)
Bibeau, Natalie	Temps partiel	SAS (DSM)
Borduas, Robert	Temps partiel	SAS (DSM)
Brisson, Anick	DMO4	SAS (DSM)
Caux, Pierre	DMO4	SAS (DSM)
Cournoyer, Gérard	Temps partiel	SAS (DSM)
Courtemanche, Marcel	Temps partiel	SAS (DSM)
Dannet, Jérôme	DMO4	SAS (DSM)
Delorme, André	Temps partiel	SAS (DSM)
Évangéliste, Mario	DMO4	SAS (DSM)
Filion, Michel	Temps partiel	SAS (DSM)
Girard, Steve	DMO4	SAS (DSM)
Goulet, Karine	Temps partiel	SAS (DSM)
Gouveia, Paulo	DMO4	SAS (DSM)
Guay, Pierre	Temps partiel	SAS (DSM)
Lauzon, Judith	DMO4	SAS (DSM)
Lepage, Marion	DMO4	SAS (DSM)
Leroux, Jean Robert	Temps partiel	SAS (DSM)
Millaud, Frédéric	Temps partiel	SAS (DSM)
Morissette, Éric	DMO4	SAS (DSM)
Nobécourt, Philippe	Temps partiel	SAS (DSM)
Pilette-Kane, Yolande	Temps partiel	SAS (DSM)
Provost, Julie	DMO4	SAS (DSM)
Rivard, Michel	DMO4	SAS (DSM)
Rochelin, Gertrude	DMO4	SAS (DSM)
Roy, Sylvain L.	DMO4	SAS (DSM)
Tanguay, Marie-Andrée	DMO4	SAS (DSM)
Tétreault, Pierre	Temps partiel	SAS (DSM)
Vanier, Lyne	Temps partiel	SAS (DSM)
Vasil, Nancy	Temps partiel	SAS (DSM)
Waechter, Michel	Temps partiel	SAS (DSM)

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Dulude, Stéphan F.	DMO4	SAE
Guérard-Kerhulu, Annick	DMO4	SAE
Lanthier, Pierre	DMO4	SAE
Laverdière, Odette	DMO4	SAE

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Beaudoin, Matthieu	DMO4	SAI
Charest, Marie	DMO4	SAI
Côté, Daniel	DMO4	SAI
Durand, Martine	DMO4	SAI

Question **P29** Suite

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Francoeur, Jacqueline	DMO4	SAI
Gagnon, Guy	DMO4	SAI
Godbout, Sharon	DMO4	SAI
Gosselin, Charles	DMO4	SAI
Goulet, Clément	DMO4	SAI
Goyer, Manon	DMO4	SAI
Lavoie, Steven	DMO4	SAI
Lécuyer, Jean-François	DMO4	SAI
Pelletier, Véronique	DMO4	SAI
Proulx, Josée	DMO4	SAI
Séguin, Pierre	DMO4	SAI
Tremblay, Philippe	DMO4	SAI

Nom et prénom	Traitement annuel	Section
Boutin, François	DMO4	STE
Lévesque, Suzanne	DMO4	STE
Julien, Isabelle	Temps partiel	STE
Sarrazin, Pascal	DMO4	STE
St-Pierre, Mario	DMO4	STE

Le traitement annuel des membres à temps partiel est non disponible.

B. Personne qui ont vu leur mandat renouvelé, leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération

Nom	Prénom	Qualité requise par la loi	Affectation	Mandat initial	Date effet décret renouv.	Mandat fin	Rémunération
Depuis l'amendement apporté à la loi sur la justice administrative (projet de loi 103), les membres sont, depuis le 1er janvier 2006, nommés selon bonne conduite.							

C. Personnes nommées, leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération*

Nom et prénom	Qualité requise par la loi	Affectation	Mandat initial	Rémunération
Lincourt, Isabelle	Médecin	SAS	2023-05-31	DMO4 (membre médecin)
Vallères, Hélène	Juriste	SAS	2023-07-03	DMO4
Gaudreault, Karine	Travailleuse sociale	SAS	2023-07-03	DMO4
Landry, Jennifer	Médecin	SAS	2023-07-03	Temps partiel
Patenaude, Jean-Victor	Médecin	SAS	2023-07-03	Temps partiel
Deschênes, Mario	Médecin	SAS	2023-11-01	DMO4 (membre médecin)
Julien, Isabelle	Architecte	STE	2023-11-01	Temps partiel

* Les juges nommés à cette question sont intégrés aussi à la question A.
Le traitement annuel des membres à temps partiel est non disponible.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P30**

Pour 2023-2024, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal, indiquer :

- A. le délai médian de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision;
- B. le délai médian de traitement total des dossiers fermés;
- C. la moyenne des dossiers traités par chacun des membres;
- D. les dossiers en attente d'être fixés;
- E. le nombre de dossiers ouverts;
- F. le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.)

A. Le délai médian de chacune des étapes de traitement, de la réception du dossier à la rédaction de la décision

1. Délai médian de réception du dossier administratif^(a)

Section/Matière	Délai médian de réception du dossier administratif (en jours) 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	16
Immigration	17
Indemnisations diverses ^(b)	48
Régime de rentes	24
Sécurité du revenu	10
Service de santé et services sociaux	21
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	21
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	27
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	35

^(a) Le délai est calculé à partir de la date de l'envoi de la demande à la partie intimée, jusqu'à la date de réception du dossier administratif au Tribunal.

^(b) Comprend les dossiers d'indemnisation pour les victimes d'actes criminels et les accidentés du travail, de même que des dossiers d'indemnisation d'autres natures.

2. Délai médian avant la tenue d'une 1^{re} activité juridictionnelle fixée devant un juge^(c)

Section/Matière	Délai médian avant la tenue d'une 1 ^{re} activité juridictionnelle fixée devant un juge (en mois) 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	5,8
Immigration	5,6
Indemnisations diverses	9,9
Régime des rentes	10,5
Sécurité du revenu	7,3
Services de santé et services sociaux	6,0
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	9,5
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	2,9
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	3,8

^(c) Le délai est calculé à partir de l'ouverture du dossier jusqu'à la date d'une première activité juridictionnelle fixée avec un juge. Cette activité peut se présenter sous l'une des cinq formes suivantes : conciliation, audience (sur le fond ou sur requête), conférence préparatoire, conférence de gestion, ou appel de rôle.

Question **P30** Suite

3. Délai médian avant la tenue d'une 1^{re} audience fixée depuis l'ouverture^(d)

Section/Matière	Délai médian avant la tenue d'une 1 ^{re} audience fixée depuis l'ouverture (en mois) 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	17,1
Immigration	5,6
Indemnisations diverses	19,8
Régime des rentes	11,1
Sécurité du revenu	17,9
Services de santé et services sociaux	10,5
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	10,5
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	8,3
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	11,6

^(d) Le délai est calculé à partir de l'ouverture du dossier jusqu'à la date une première audience fixée.

4. Délai médian du délibéré pour les dossiers fermés^(e)

Section/Matière	Délai médian du délibéré pour les dossiers fermés (en jours) 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	49
Immigration	44
Indemnisations diverses	67
Régime des rentes	58
Sécurité du revenu	48
Services de santé et services sociaux	31
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	18
Expropriation	70
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	24
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	48

^(e) Le délai est calculé à partir de la date du début du délibéré (ce qui correspond en général avec la date de l'audience tenue) jusqu'à la date de la décision.

Question **P30** Suite

B. Le délai médian de traitement des dossiers fermés

Délai médian de fermeture des dossiers, depuis leur ouverture^(f)

Section/Matière	Délai médian de fermeture des dossiers depuis leur ouverture (en mois) 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	16,8
Immigration	6,2
Indemnisations diverses	21,3
Régime des rentes	14,9
Sécurité du revenu	18,9
Services de santé et services sociaux	8,8
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	16,1
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	6,5
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	12,8

^(f) Le délai est calculé à partir de la date de l'ouverture du dossier jusqu'à sa fermeture. La fermeture doit être la première dans la vie du dossier.

C. La moyenne des dossiers traités par chacun des membres

Les statistiques sur les dossiers traités ne sont disponibles que par section ou matière et non pour chacun des membres du Tribunal.

D. Les dossiers en attente d'être fixés

Section/Matière	Nombre de dossiers en attente d'être fixés 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	737
Immigration	18
Indemnisations diverses	154
Régime des rentes	287
Sécurité du revenu	661
Services de santé et services sociaux	462
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	702
Expropriation	511
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	34
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	40

Question **P30** Suite

E. Le nombre de dossiers ouverts⁽⁹⁾

Section/Matière	Nombre de dossiers ouverts 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	2371
Immigration	60
Indemnisations diverses	293
Régime des rentes	328
Sécurité du revenu	1323
Services de santé et services sociaux	686
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	754
Expropriation	86
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	83
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	120

⁽⁹⁾ Comprend les dossiers ouverts et rouverts.

F. Le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.)

1. Dossiers fermés par décision

Section/Matière	Nombre de dossiers fermés par décision 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	919
Immigration	26
Indemnisations diverses	152
Régime des rentes	312
Sécurité du revenu	1143
Services de santé et services sociaux	279
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	464
Expropriation	23
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	34
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	57

Question **P30** Suite

2. Dossiers fermés par accord à la suite d'une conciliation

Section/Matière	Nombre de dossiers fermés par accord de conciliation 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	628
Immigration	0
Indemnisations diverses	50
Régime des rentes	8
Sécurité du revenu	134
Services de santé et services sociaux	18
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	0
Expropriation	11
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	3
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	0

3. Dossiers fermés par désistement

Section/Matière	Nombre de dossiers fermés par désistement 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	484
Immigration	31
Indemnisations diverses	78
Régime des rentes	86
Sécurité du revenu	321
Services de santé et services sociaux	373
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	202
Expropriation	1
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	57
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	37

Question **P30** Suite

4. Dossiers fermés – autres motifs^(h)

Section/Matière	Nombre de dossiers fermés pour « autres motifs » 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	738
Immigration	1
Indemnisations diverses	73
Régime des rentes	18
Sécurité du revenu	34
Services de santé et services sociaux	12
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	5
Expropriation	124
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	2
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	7

^(h) Comprend principalement les dossiers fermés à la suite d'un règlement hors Tribunal ou d'un avis de fin de litige.

5. Total des dossiers fermés

Section/Matière	Nombre total de dossiers fermés 2023-2024
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	2769
Immigration	58
Indemnisations diverses	353
Régime des rentes	424
Sécurité du revenu	1632
Services de santé et services sociaux	682
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	671
Expropriation	159
Section des affaires économiques	
Pour l'ensemble des matières	96
Section du territoire et de l'environnement	
Pour l'ensemble des matières	101

Question P31	Pour 2023-2024, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif :
	A. nombre de régions visées; B. nombre de dossiers traités; C. nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.

A. Nombre de régions visées :

Toutes les régions administratives du Québec.

B. Nombre de dossiers traités :

Nombre total de dossiers traités par le biais d'activités de conciliation 2023-2024
2 086

C. Nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement :

	Nombre de dossiers ayant donné lieu à un règlement dans le cadre d'activités de conciliation 2023-2024
Accords	852
TOTAL	852

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P32**

Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer :
A. le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat;
B. le nombre de postes vacants, incluant la date.

A et B : Le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin du mandat et le nombre de postes vacants, incluant la date :

Juges à temps plein

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Beaudoin	Matthieu	SAI	2018-04-30
Beaudry	Manon	SAS	2020-10-14
Bernier	Marcel	SAS	2022-04-18
Boisclair	Sonia	SAS	2019-02-11
Boissy	Benoît	SAS	2009-04-14
Bolduc	Louis	SAS	2021-12-16
Bottino	Presha	SAS	2006-04-24
Bouchard	Diane	SAS	2012-06-04
Boulangier	Jacques	SAS (Vice-président)	2014-02-17
Boulianne	Stéphanie	SAS	2019-09-16
Bourassa	Sylvain	Président-directeur général	2014-02-17
Bourbeau	Julie	SAS	2021-12-16
Bourdages	Isabelle	SAS	2016-07-18
Bourgault	Richard	SAS	2010-03-01
Boutin	François	STE	2008-09-22
Brisson	Anick	SAS (DSM)	2020-01-06
Brosseau	Cynthia	SAS	2022-04-18
Caron	Sébastien	SAI-SAE-STE (Vice-président)	2017-03-13
Caux	Pierre	SAS (DSM)	2017-03-13
Chapleau	Denis	SAS	2020-05-04
Charest	Marie	SAI	2008-04-03
Charrette	Stéphanie	SAS	2018-04-30
Corney-Robichaud	Marie-Eve	CETM (Présidente et responsable de la Division de la santé mentale)	2019-09-16
Couture	Sonia	SAS	2016-04-11
Côté	Christine	SAS	2011-04-11
Côté	Daniel	SAI	2016-11-28
Côté-Nolette	Rémi	SAS	2023-01-23
Dannet	Jérôme	SAS	2023-01-09
Dao	Claudia	SAS	2015-06-01
Deschênes	Mario	SAS	2023-11-13
Dieudonné	Jean-Rosemond	SAS	2018-08-27
Doutrelepont	Frédéric	SAS	2020-10-05
Dufour	Jean-Marc	SAS	2007-03-12
Dulude	Stéphan F.	SAE	2017-03-13
Durand	Martine	SAI	2019-09-16
Évangéliste	Mario	SAS (DSM)	2012-06-18
Fontaine	Gilles	SAS	2021-01-05
Francoeur	Jacqueline	SAI	2019-02-18
Gagné	Odette	SAS	2018-01-08
Gagnon	Guy	SAI	1998-04-01
Gagnon	Marie Annik	SAS	2014-02-17

Question **P32**

Suite

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Gareau	Marie-Andrée	SAS	2020-10-14
Ghali	Michel	SAS	2022-07-18
Ghorayeb	Serge	SAS	2021-06-14
Gilbert	Maxime	SAS	2023-01-23
Gill	Sandra	SAS	2017-09-25
Girard	Steve	SAS	2020-10-05
Godbout	Sharon	SAI	2022-07-19
Gosselin	Charles	SAI	1998-04-01
Gouin	Hélène	SAS	1998-04-01
Gouveia	Paulo	SAS (DSM)	2017-04-18
Goyer	Manon	SAI	2006-10-30
Guérard-Kerhulu	Annick	SAE	2018-02-26
Houle	Mélissa	SAS	2017-03-13
Labrèche	Jacques	SAS	2019-09-16
Lacasse	Gisèle	SAS	2011-03-28
Lanthier	Pierre	SAE	1998-04-01
Latulippe	Pierre	SAS	2017-09-25
Lauzon	Judith	SAS (DSM)	2011-04-18
Laverdière	Odette	SAE	1998-04-01
Lavoie	Steven	SAI	2016-11-28
Le François	Lucie	SAS	2006-09-05
Le Moyne	Yvan	SAS	2007-09-24
Leclerc	Carl	SAS	2014-02-17
Lécuyer	Jean-François	SAI	2022-07-18
Lefebvre-Drolet	Karl	SAS	2019-09-16
Lefrançois	Guy	SAS	2017-03-13
Légaré	Geneviève	SAS	2020-10-05
Lepage	Marion	SAS (DSM)	2022-04-18
Lévesque	Suzanne	SAE	2008-10-14
Lincourt	Isabelle	SAS	2023-05-31
Marchetti	France	SAS	2020-01-06
Massé	Virginie	SAS	2018-01-08
Morissette	Éric	SAS (DSM)	2014-02-17
Paré	Jonathan	SAS	2020-05-11
Pelletier	Véronique	SAI	1998-04-01
Perron	David	SAS	2017-03-13
Pierre	Natacha	SAS	2017-04-18
Poirier	Annick	SAS	2018-01-08
Proulx	Josée	SAI	2012-06-18
Provost	Julie	SAS (DSM)	2022-07-18
Randoin	Michèle	SAI	2009-02-23
Rivard	Michel	SAS	2015-06-01
Roberge	Martin	SAS	2022-04-18
Rochelin	Gertrude	SAS (DSM)	2010-07-19
Roy	Sylvain L.	SAS	2019-02-11
Sarrazin	Pascal	STE	2018-04-30
Savoie	Sarah-Anne	SAS	2023-01-09
Scarinci	Christine	SAS	2019-09-16
Séguin	Pierre	SAI	2012-06-18
St-Pierre	Mario	STE	2018-03-19
Tanghe-Lapointe	Karina	SAS	2020-10-05

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P32**

Suite

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Tanguay	Marie-Andrée	SAS (DSM)	2022-04-18
Tremblay	Jean-Philippe	SAS	2019-09-16
Tremblay	Philippe	SAI	2022-07-18
Vallières	Hélène	SAS	2023-07-03

Total	Postes vacants
96	1

Juges à temps partiel

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Beaulieu	Carole	SAS (DSM)	2016-07-18
Bibeau	Natalie	SAS (DSM)	2014-02-17
Borduas	Robert	SAS (DSM)	2008-10-14
Bédard	Alain	SAS (DSM)	2022-01-31
Carpentier	Jocelyn	SAS (DSM)	1998-07-03
Cournoyer	Gérard	SAS (DSM)	2014-01-01
Courtemanche	Marcel	SAS (DSM)	2014-01-01
Delorme	André	SAS (DSM)	2021-05-03
Deslandes	Pierre	SAS	2017-01-24
Filion	Michel	SAS (DSM)	2021-01-05
Gaudreault	Karine	SAS	2023-07-03
Gauthier	François	SAS	2017-07-12
Goulet	Karine	SAS (DSM)	2017-03-21
Gravel	Denis	SAS	2018-04-18
Guay	Pierre	SAS (DSM)	2019-01-29
Hamel	Louise	SAS	2002-02-04
Julien	Isabelle	STE	2023-11-13
Landry	Jennyfer	SAS	2023-07-03
L'Heureux	Bruno	SAS	2014-01-01
Lejeune	Natalie	SAS	2009-02-23
Leroux	Jean Robert	SAS (DSM)	2015-11-02
Millaud	Frédéric	SAS (DSM)	2020-10-05
Nobécourt	Philippe	SAS (DSM)	2011-03-28
Nolet	Louise	SAS	2015-07-06
Patenaude	Jean-Victor	SAS	2023-07-03
Pilette-Kane	Yolande	SAS (DSM)	2014-02-17
Ramsay	Jacques	SAS	2018-08-15
Tardy	Solange	SAS	1999-08-23
Tétreault	Pierre	SAS (DSM)	2017-02-15
Vanier	Lyne	SAS (DSM)	2023-01-09
Vasil	Nancy	SAS (DSM)	2021-05-03
Waechter	Michel	SAS (DSM)	2017-04-18

Total	Postes vacants
32	8

Question **P34**

Pour 2023-2024, les dossiers fermés à la suite d'un désistement et les raisons ayant mené au désistement (justification de la part du requérant).

La réponse à cette question se trouve dans la réponse de la question P30 F.

Question **P35**

En 2023-2024, le nombre de locaux d'audience disponibles ainsi que leur taux d'occupation.

Au cours de la dernière année, le Tribunal a privilégié l'utilisation des moyens technologiques pour la tenue de ses audiences et de ses conciliations, ce qui lui a permis d'entendre des citoyens dans toutes les régions du Québec.

Cependant, il est à noter qu'une partie significative des locaux où siègent les juges administratifs ne sont pas la propriété du Tribunal administratif du Québec, ce qui rend impossible la détermination de leur taux d'occupation à partir de nos systèmes.

<p>Question P36</p>	<p>Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer :</p> <p>A. le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin; B. le nombre de postes vacants, incluant la date; C. le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections du Tribunal.</p>
----------------------------	--

A. Le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin.

La réponse à cette question se trouve dans la fiche P32 A.

B. Le nombre de postes vacants.

La réponse à cette question se trouve dans la fiche P32 B.

C. Le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections¹ du Tribunal.

Nombre de juges administratifs coordonnateurs	Section
9	SAS (DSM)
2	SAI
1	SAE et STE

¹ Le Tribunal compte quatre sections : la Section des affaires sociales (SAS), laquelle comprend la Division de la santé mentale (DSM); la Section des affaires immobilières (SAI); la Section des affaires économiques (SAE) et la Section du territoire et de l'environnement (STE).

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2024-2025

Question **P56**

Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- A. le nom et l'adresse du professionnel;
- B. la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- C. le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- D. les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié;
- E. le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- F. une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

Mandataires	Taux horaire	Période du mandat	Objet	Montant des honoraires
Lavery, De Billy, SENCRL	200 \$/heure	26 au 31 mai 2023	Représentation d'un juge administratif devant le Conseil de la justice administrative	1 900 \$
Morency, Société d'avocats SENCRL	200 \$/heure	Juillet 2023 à mars 2024	Représentation du Tribunal dans le cadre d'enquêtes publiques du Bureau du coroner	16 045 \$
TOTAL DES HONORAIRES				17 945 \$

Question **P57**

Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.

Aucun.